

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

**CONTRE LE CHOMAGE, L'AUSTERITE,
LES LICENCIEMENTS,**

SE PREPARER A RIPOSTER ENSEMBLE A LA RENTREE

■ Profiter de l'été pour chercher à faire passer des mesures anti-ouvrières, au moment où les usines ferment, où les ouvriers sont dispersés, séparés les uns des autres -où ils sont donc dans des conditions plus défavorables pour se défendre-, n'est pas l'apanage du gouvernement Chirac, en cet été 86.

Tous les gouvernements précédents en France, de droite comme de gauche, avec le PC ou avec le seul PS, l'ont fait.

Cependant deux constats s'imposent en cet été 86.

Le premier, c'est que jamais, depuis bien longtemps en France, on n'avait vu un gouvernement essayer, en période estivale, de faire passer des mesures aussi nombreuses, aussi massives contre toute la classe ouvrière.

Qu'on en juge !

Augmentation de 0,4% des cotisations pour la Sécurité Sociale à compter du 1er août. Décision d'une augmentation de 0,7% des cotisations pour les allocations vieillesse à compter de février 87. Tentative de licencier d'un coup près de 7000 ouvriers dans les chantiers navals, 865 à Renault-Billancourt -bastion de la classe ouvrière. Adoption de la loi permettant les licenciements sans autorisation administrative, plus celle dite "de la flexibilité de l'emploi", etc...

Soit comme on le voit, autant de mesures attaquant au même moment tous les ouvriers, dans tous les secteurs, dans toutes les régions, et complé-

tant le train de mesures anti-ouvrières du même type prises au cours de ces trois derniers mois (blocage des salaires, libération des prix et des loyers, développement des licenciements dans divers secteurs, et extension des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique...)

Et cela, rien que pour le mois de juillet.

Le deuxième constat, c'est que jamais depuis bien longtemps, on n'avait vu la bourgeoisie, en France, en période estivale, gouvernement et syndicats réunis, prendre autant de précautions, calculer aussi précisément, d'une part l'annonce de ces attaques (côté gouvernemental), d'autre part le moment de la "riposte" "massive", "dure", "prolongée" à ces attaques (côté syndical).

A cet égard, la façon dont, gouvernement et syndicats ont travaillé pour "mettre en place" de nouveaux licenciements massifs est particulièrement significative :

- envoi des lettres de licenciement aux ouvriers de Renault-Billancourt une semaine avant la fermeture de l'usine pour les congés annuels ; appel à une "riposte massive" des ouvriers par les syndicats la veille de la fermeture ;

- "confirmation" des licenciements des ouvriers des chantiers navals à Dunkerque, à La Ciotat, à La Seyne, à la veille des congés annuels et à des moments différents pour chaque site ; marche sur Paris à l'"appel" clandestin des syndicats, des ouvriers des chantiers navals de Dunkerque à un moment et "appel" clandestin par les syndicats des ouvriers de La-Seyne et La-Ciotat à un autre moment.

Une telle attitude de la bourgeoisie en France, en cet été 86, ne doit pas surprendre.

Elle signifie d'abord que comme dans tous les pays d'Europe, la bourgeoisie française se retrouve de plus en plus acculée par l'aggravation de la crise économique mondiale, à défendre ses intérêts de classe capitaliste, en attaquant toujours plus massivement et frontalement toute la classe ouvrière.

Elle signifie ensuite qu'en agissant ainsi contre

les ouvriers, la bourgeoisie et ses syndicats savent qu'ils s'exposent à des réactions ouvrières, d'autant plus violentes et incontrôlables que s'est accumulé au cours de ces derniers mois dans les rangs ouvriers une colère - un potentiel de combativité particulièrement élevé ; que ce potentiel se double d'une défiance massive, profonde à l'égard des syndicats et des partis de gauche, identifiés de plus en plus clairement comme des diviseurs, des menteurs, des magouilleurs. Et que se développe dans tous les secteurs, dans toutes les régions, indépendamment de la capacité de la réaliser immédiatement (cf. article sur Dunkerque p.2), la conscience de la nécessité d'une riposte unie, massive de tous les ouvriers.

Ainsi donc, en cherchant d'une part à faire passer durant cet été le maximum de mesures anti-ouvrières (qui "seront" autant de mesures en moins à prendre à la rentrée), en cherchant d'autre part à contrôler, limiter toute réaction ouvrière aux licenciements dans les régions et les secteurs les plus immédiatement concernés et en cherchant surtout à épuiser préventivement la colère légitime des bataillons que représentent les travailleurs de Renault, la population ouvrière de Dunkerque, de La Ciotat et de la Seyne ... la bourgeoisie française cherche à s'assurer des meilleures conditions possibles pour aborder la rentrée : faire face à la riposte ouvrière la moins massive et la moins unie possible.

oo

C'est pourquoi aujourd'hui, en cette période estivale, le choix des ouvriers n'est pas "lutter à l'appel des syndicats", s'épuiser dans des actions isolées ou renoncer à se battre, accepter les licenciements, le chômage, l'austérité renforcés.

Mais agir contre les mesures gouvernementales, avec comme préoccupation centrale de préparer les conditions d'une action massive, solidaire entre tous les ouvriers dès la fin des congés.

Cette riposte est nécessaire et possible. Il n'y a pas d'autre voie.

27/07/86 TCM.

BIENSUEL N°147 - AOUT 1986
5fr, 40fr, 2fr, 1\$can.

SOMMAIRE

France :

-Anti-terrorisme,insécurité.

La bourgeoisie s'arme pour faire face à la rentrée...p.3

-Intervention du CCI à Dunkerque :

Le besoin d'une lutte unie de tous les ouvriers.....p.2

7e Congrès de RI :

-Accélération de la lutte de classe en Europe

et en France.Intervention des révolutionnaires.....p.4

-Résolution sur la situation en France.....p.5

**7EME CONGRES DE REVOLUTION
INTERNATIONALE**

➤ VOIR PAGE 4

INTERVENTION DU CCI A DUNKERQUE

LE BESOIN D'UNE LUTTE UNIE DE TOUS LES OUVRIERS

■ Ce n'est pas par hasard que le gouvernement a annoncé la liquidation des chantiers navals de la Normed juste avant les vacances. 7000 de plus sur le carreau. Avant les vacances, afin d'éviter au maximum le développement d'une riposte immédiate à Dunkerque même.

Car dans cette ville et ses alentours, les ouvriers ont déjà dû subir de nombreux licenciements : dans la sidérurgie - à Usinor et à l'usine Sacilor de Dunes -, dans les chantiers navals de la Normed - l'effectif s'était déjà réduit de 3 000 à 1 500 ; ça, c'était hier. Mais c'est aujourd'hui encore à la Normed et à l'usine de Dunes. Et c'est, tout le monde le sait, demain : à Usinor-Dunkerque et parmi les dockers. Bien sûr les nouveaux licenciements attendront pour être annoncés que la bourgeoisie "ait résolu le douloureux problème" des chantiers. En d'autres termes, qu'elle ait réussi à faire passer la mise au chômage des ouvriers des chantiers et de Dunes.

La situation des ouvriers à Dunkerque n'est qu'une illustration particulière de ce que subit la classe ouvrière en France. A vrai dire dans tous les pays d'Europe. Tous les ouvriers sont attaqués de plus en plus durement et de plus en plus tous en même temps. Mais la situation à Dunkerque est aussi un bon exemple des craintes qu'inspire la classe ouvrière à la bourgeoisie.

FACE A LA COLERE OUVRIERE, LES MANOEUVRES DE LA DIVISION DE LA BOURGEOISIE POUR FAIRE PASSER LES LICENCIEMENTS

C'est donc sans surprise pour le gouvernement, les partis politiques bourgeois de droite comme de gauche, pour les syndicats, c'est aussi sans surprise pour le CCI, que dès l'annonce des licenciements, les ouvriers se sont mobilisés. Sans surprise, d'autant que début juin, les ouvriers de l'usine sidérurgique de Dunes, elle aussi menacée de fermeture, étaient venus à la porte des chantiers pour appeler à la solidarité dans la lutte. Sans succès malheureusement.

C'est toujours sans surprise que nous avons vu toutes les forces politiques de la bourgeoisie, de la droite à la gauche, avec tous les syndicats, essayer d'entrayer et de dévoyer toute réaction ouvrière avant les vacances. A coup de "journées ville morte" avec manifestation à laquelle s'associaient même les commerçants. A coup de rumeurs diverses sur des repreneurs éventuels des chantiers - sous-entendu : attention, n'effrayons pas les "repreneurs" par des mouvements sociaux, ouvriers gardez votre calme. A coup d'informations sur l'implantation d'autres industries dans la région. Et surtout, à coup de promesses avec le choix entre deux ans de reconversion ou 200 000 F Frs.

Disons-le, peu d'ouvriers ont cru ces balivernes. Sans doute, aucun ne s'est fait d'illusion sur la "solidarité" du maire et des notables, ni même sur les commerçants. Aucun ne s'est fait d'illusion sur les "reprises d'entreprises en faillite" du genre des usines textiles de Boussac bien connues dans le Nord pour leur lot de licenciements. Aucune illusion non plus sur les promesses d'implantation. Combien d'ouvriers nous ont rappelé le cas de la Lorraine. Quant aux congés de reconversion, la présence à la porte du chantier d'anciens reconvertis ne laissent aucun doute sur leur fonction : l'anti-chambre du chômage.

Mais à vrai dire, l'objet principal de l'ensemble de ces manoeuvres n'est pas tant d'entraîner l'adhésion des ouvriers sur ces chimères. Non, il s'agit beaucoup plus d'une manoeuvre générale d'enfermement des travailleurs sur "leur" chantier, dans "leur" usine, d'isoler et de diviser les ouvriers par entreprise.

LES SYNDICATS SONT LES PRINCIPAUX ARTISANS DE CETTE DIVISION

Et ce ne sont pas les notables RPR qui sont les plus efficaces dans cette entreprise de division. Même s'ils essayent d'apporter leur petite pierre à l'édifice. Non, ce sont surtout les syndicats, les véritables maîtres d'oeuvre. Sans eux, les manoeuvres décrites précédemment ne suffiraient pas. C'est eux les principaux artisans du sabotage de la réaction ouvrière en utilisant tous les moyens :

ouvrière en utilisant tous les moyens :

- organisation d'une journée "portes-ouvertes" des chantiers pour montrer à quel point ces derniers sont "rentables". On essaye ainsi de faire des licenciements un problème spécifique aux ouvriers du seul chantier afin d'éviter que les travailleurs des autres boîtes ou au chômage ne se sentent concernés et ne se joignent à la lutte. Alors que c'est à Dunes, à Usinor, aux docks, dans toute la région que les ouvriers sont licenciés et licenciés aujourd'hui. Alors que la lutte contre ces licenciements ne passe pas par la défense du chantier ;
- manifestation des ouvriers du seul chantier à la Préfecture au lieu d'aller chercher la solidarité de tous les ouvriers de Dunkerque ;
- à Dunes, la CGT organise l'occupation, emprisonnant les ouvriers dans l'usine et empêchant, là aussi, les autres ouvriers de venir se joindre au combat ;
- manifestation de la "Normed" à Paris au milieu du mois de juillet quand les ouvriers de Dunkerque sont en congés, sans aucune annonce dans la presse, sans aucun appel aux ouvriers parisiens afin d'éviter que quiconque ne s'y rende. C'était une manifestation clandestine !

Pour les syndicats, pour l'ensemble de la bourgeoisie, il faut saboter les réactions ouvrières. Le moyen est simple : faire de chaque lutte, de chaque

à voir avec les autres". Ça s'appelle : DIVISER POUR REGNER.

C'EST DANS LA LUTTE QUE LES OUVRIERS PEUVENT ROMPRE L'ISOLEMENT

Notre présence au chantier naval de Dunkerque le lendemain de l'annonce de la liquidation nous a permis de vérifier "de visu" que les ouvriers étaient de plus en plus conscients de ces manoeuvres de sabotage menées par les uns et les autres. Et surtout par les syndicats. CGT en tête. Des anciens des chantiers en fin "reconversion", sans aucune autre perspective que le chômage, étaient présents et rappelaient à ceux qui auraient pu l'oublier, les promesses passées et surtout les échecs passés auxquels les avaient mené les syndicats.

Et surtout, les ouvriers prennent de plus en plus conscience qu'il faut opposer une autre direction aux différentes luttes afin de rompre l'isolement qui mène à la défaite, afin de riposter massivement et unis. C'est sur cette autre orientation à la lutte que nous sommes intervenus à Dunkerque, à Usinor et à Dunes par tracts et par discussion ; aux chantiers par tracts, par discussions, par des prises de paroles et notre participation à l'assemblée du 25 juin.

Dans la nuit, la décision officielle de la liquidation de la Normed avait été prise. La veille, les syndicats avaient organisé la journée "portes-ouvertes". Le matin, un millier d'ouvriers étaient présents à la porte du chantier. Les syndicats discutaient entre eux à l'écart et "à l'abri" des ouvriers.

Pour notre part, nous avons vendu notre presse et distribué notre tract du 15 juin : "Face à l'attaque frontale contre nos conditions de vie, opposons une riposte unie" (RI n° 146). Mais surtout, nous avons commencé par faire une prise de parole au mégaphone. Après nous être présentés comme militants révolutionnaires du CCI, nous avons appelé les ouvriers à ne pas rester isolés sur le chantier et à aller trouver pour qu'ils se joignent à la lutte, les autres ouvriers de Dunkerque, d'Usinor, de Dunes, les dockers, déjà tous touchés par des licenciements il n'y a pas si longtemps, et tous promis à l'être de nouveau dans un proche avenir. Nous affirmions qu'il n'y avait pas d'autre voie à prendre pour imposer un rapport de force à la bourgeoisie, pour la faire reculer.

A la suite de cette intervention, de nombreuses discussions par petits groupes eurent lieu quant à notre proposition d'"extension". Certains se disaient d'accord mais ne voyaient pas à ce moment-là COMMENT réaliser et prendre en charge cette extension. Pendant ce temps, les syndicats continuaient à discuter entre eux...

Au bout d'une heure, l'impatience commençait à grandir. Nous avons pensé utile, et de notre rôle, de réintervenir par mégaphone, pour :

- mettre en garde contre la lassitude et le découragement entretenus par la longueur volontaire des palabres syndicales ;

- pousser à la discussion de notre proposition en assemblée, tous ensemble, et à prendre une décision.

Au cours de cette deuxième intervention, les syndicats ont commencé à se manifester pour la première fois afin... de nous chasser. Ce sont les ouvriers qui s'y sont opposés et qui ont défendu le droit de présence, de parole et de participation de tous ceux qui se prononçaient pour la lutte ouvrière. Y compris les organisations révolutionnaires. Par ailleurs, certains profitaient de la présence des syndicalistes pour manifester leur impatience, leur volonté de lutte et leur méfiance à leur égard : "Pourquoi ne discutez-vous pas devant nous ? pourquoi ne pas discuter de leur (la nôtre) proposition d'aller à Usinor ?"

Au bout d'une demi-heure supplémentaire, les syndicats sont venus "rendre compte" de leur décision, et appeler les ouvriers à manifester avec force... à la Préfecture !

Cris et huées accompagnaient la fin de l'appel syndical : "on l'a fait cent fois !" ; "non, pas question" ; "pour se battre contre les flics devant la Préfecture, ça ne sert à rien !" . A notre tour, nous intervenions dans l'assemblée malgré l'opposition des syndicalistes, malgré leurs menaces, leurs insultes, leurs "ils ne sont pas de Dunkerque", "ils viennent foutre la merde", malgré leurs bousculades et leurs coups. Si nous avons pu malgré cela intervenir, c'est grâce, là encore, aux ouvriers de plus en plus nombreux qui ont pris notre défense physique. Notre intervention était la suivante :

"Aller à la Préfecture aujourd'hui pour défendre le chantier" serait une erreur. Ça ne permettra pas de renforcer votre lutte. Bien au contraire, ça renforcera votre isolement. Et vous le savez. Vous l'avez déjà fait. Ici à Dunkerque, des milliers d'ouvriers ont déjà été licenciés ou vont l'être prochainement. Ce n'est donc pas un problème du chantier, mais de toute la classe ouvrière. Souvenez-vous qu'à Usinor, ils s'étaient déjà battus tout seuls : les licenciements sont tombés. Vous-mêmes, ouvriers du chantier naval, vous êtes restés isolés dans le passé contre les licenciements ; et les licenciements sont tombés.

Camarades, nous, militants du CCI nous vous renouvelons notre proposition d'aller chercher la solidarité active des travailleurs d'Usinor, de les appeler à se battre avec nous, contre les licenciements ; appelez tous les ouvriers de la ville, ceux qui ont encore un travail comme ceux qui sont au chômage, à se joindre à nous dans la défense des mêmes revendications.

C'est sur cette proposition qu'il faut discuter. C'est sur cette proposition qu'il faut prendre une décision. Et là, nous verrons qui est pour le développement de la lutte et qui est contre."

C'est sur cette orientation politique de lutte que

nous avons mené la bataille. C'est sur cette orientation d'extension que nous avons poussé les ouvriers présents à se battre clairement. Malheureusement, avec la perspective immédiate des vacances, l'hésitation l'emporta parmi les ouvriers les plus combats et d'accord avec notre proposition. Malgré la colère et le ressentiment à l'égard des syndicats et de leurs magouilles, aucun groupe d'ouvriers ne su prendre le micro des mains des syndicalistes, défendre et assumer notre proposition. Un tiers des ouvriers s'en retourna chez soi, un deuxième suivit sans enthousiasme les syndicats à la Préfecture et la dernière partie des ouvriers, refusant d'aller manifester, resta sur place.

C'était exactement ce que recherchaient les syndicats : la division, la dispersion et surtout dégrader un sentiment d'impuissance. Ils "gagnaient" momentanément. Momentanément, disons-nous car, dans les discussions que nous allions avoir, les ouvriers restés sur place affirmaient avec force leurs sentiments du moment : colère et volonté de lutte ; leur écoeurement au lieu de les décourager, semblait alimenter encore plus leur combativité malgré un sentiment d'impuissance immédiate :

"Dans trois jours on est en vacances, on ne peut rien faire", "les syndicats décident à notre place, refusent de discuter, je suis écoeuré", "c'était déjà comme ça l'an dernier", "de toute manière, ils ne veulent pas d'un mouvement où on serait tous ensemble. Ils savent qu'ils ne pourraient pas le contrôler", "ce qu'il faut, c'est aller tous ensemble à Paris et foutre la merde", "mais comment faire pour être tous ensemble ?", "à la rentrée, ça ne se passe pas comme ça".

PREPARER UNE RIPOSTE MASSIVE ET UNIE POUR LA RENTREE

Début juillet, nous sommes de nouveau intervenus à Dunkerque. Des licenciements venaient d'être officiellement annoncés à l'usine Sacilor de Dunes. Et là aussi, ce n'est certainement pas un hasard si cette annonce était faite alors que les ouvriers de la Normed, du chantier naval, venaient juste de partir en vacances. Dans ce cas, comme allaient nous le confirmer les ouvriers de l'usine, il était impossible pour le moment, en plein mois de juillet, de déclencher une lutte appelant à la solidarité et à l'unité contre les licenciements : "les autres sont en vacances, on ne peut rien faire."

Au grand dam des syndicats : "vous ne voulez pas vous battre et après, vous allez critiquer le syndicat" disaient-ils aux ouvriers. Et la CGT décidait de l'occupation de l'usine. Elle tentait ainsi, là encore, d'emprisonner les ouvriers sur les problèmes de "Dunes" et surtout de les épuiser dans une action isolée en plein mois de juillet, tout seuls. A ceux qui disaient "Il faut aller à Usinor", les délégués syndicaux répondaient "Usinor, ils savent ce qu'ils ont à faire, ils ont pas besoin de nos conseils. Et puis, faut pas tout mélanger, c'est pas le même problème."

Peu d'ouvriers sont venus occuper l'usine. Quelques uns sont venus voir au piquet et, souvent, s'en repartaient écoeurés : "On ne peut rien faire tout seul dans l'usine". Mais là, comme la semaine précédente au chantier, ce n'était pas la résignation qui l'emportait, malgré les difficultés du moment, mais au contraire la volonté de lutter : "ce qu'il faut, c'est aller à Usinor et aller foutre le feu à Paris", "nous verrons à la rentrée quand les vacances seront finies".

CONTRE LA DIVISION, L'INTERVENTION DES REVOLUTIONNAIRES EST DETERMINANTE

Pour notre part, nous avons toujours appuyé cette volonté de lutte, mais aussi, dans un moment défavorable, le refus des ouvriers de s'engager durant l'été dans une occupation et une lutte dispersée, isolée, sans perspective immédiate d'extension et de développement. Nous les avons mis en garde contre les actions proposées par les syndicats, "spectaculaires", "radicales", mais surtout inefficaces et sans lendemain, et dont le but est d'épuiser ceux qui veulent se battre, les démoraliser et les démobiler avant la rentrée.

La question que se posaient les ouvriers de Dunes et de Dunkerque n'était pas "faut-il lutter ?". Mais plutôt "COMMENT lutter contre les licenciements ?" "COMMENT ne pas rester isolés sur le chantier, ou dans l'usine ?"

C'est le rôle des révolutionnaires - c'est ce que nous avons tenté de faire - que de participer à la réponse pratique et militante de ce COMMENT ?

Comment ? En avançant très concrètement la nécessité de ne pas rester isolés sur le chantier ou l'usine, en allant chercher tous ensemble en manifestation ou en délégation la solidarité active des travailleurs d'Usinor, des autres entreprises de la ville et de la région, en appelant les chômeurs à se joindre au même combat contre la misère et contre les attaques que subit toute la classe ouvrière.

Nous disons : Ouvriers, face aux attaques qui continuent de tomber durant l'été, n'attendez pas passifs. Partout où c'est possible, rassemblez-vous, réunissez-vous, prenez contact entre les différentes usines, pour préparer la lutte !

A la rentrée, face aux licenciements dans toutes les usines, riposte massive et unie des chantiers, d'Usinor, de Dunes et de tous les ouvriers de la ville. Voilà notre mot d'ordre !

R.L.

ANTI-TERRORISME / INSECURITE

LA BOURGEOISIE S'ARME POUR FAIRE FACE A LA RENTREE SOCIALE

■ 9 juillet : une bombe de très forte puissance détruit les locaux de la BRB (Brigade de répression du banditisme) et tue des policiers, en plein centre de Paris.

Aussitôt, la bourgeoisie se déchaîne et ravive ses campagnes, permanentes depuis des mois, contre le "terrorisme" et l'"insécurité". Elle met en scène toutes ses fractions, depuis le gouvernement qui par la bouche de son ministre Pasqua hurle "au défi lancé à l'Etat" en passant par l'indignation du monde politique et syndical au complet, le tout relayé et amplifié par ses organes d'informations.

Au hit-parade des campagnes idéologiques menées par la bourgeoisie, ces dernières semaines, il ne fait aucun doute que le "terrorisme" et l'"insécurité" arrivent au premier rang loin devant les autres. Quand ce n'est pas le "terrorisme international", ce sont les attentats de l'ETA et du FLNC, les bombes d'Action Directe ou la délinquance et la drogue. Et tous les gouvernements de renforcer leurs moyens de répression et de mettre en commun leurs forces pour s'attaquer à ces "fléaux qui mettent en péril la Démocratie".

Qu'en est-il de ces fléaux ?
Le terrorisme ? L'Etat bourgeois s'en sert trop bien pour qu'il lui soit étranger. Non seulement il en tire profit pour développer ses campagnes, mais aussi, quand il ne le suscite pas lui-même, il le met en oeuvre directement à son propre compte.

Souvenons-nous simplement de l'utilisation des méthodes terroristes utilisées par l'Etat US dans les bombardements de Tripoli ou celles de l'Etat français, avec les socialistes à sa tête, dans l'affaire Greenpeace.

L'"insécurité" ? C'est l'Etat bourgeois qui en est le premier responsable en mettant chaque jour des milliers d'ouvriers supplémentaires au chômage et en développant à outrance l'encadrement policier de la société. En ce sens, l'affaire de la rue de Mogador n'est sûrement pas une "bavure" comme on veut le faire croire, c'est une conséquence directe de cette politique.

De toute façon, si la bourgeoisie développe ses campagnes depuis des années, ce n'est pas par peur de quelques terroristes ou délinquants, mais c'est la classe ouvrière qu'elle vise.

Est-ce vraiment un hasard si elle déchaîne avec une force particulière ces campagnes dans la période actuelle, en ce début d'été ?

Dans une situation où la bourgeoisie est confrontée à la nécessité d'attaquer massivement tous les ouvriers en même temps, alors que depuis des années elle n'a rien d'autre à leur offrir que de nouvel-

les attaques, il est naturel, normal et nécessaire, du point de vue de ses intérêts de classe qu'elle se donne un maximum de moyens pour tenter d'enrayer le développement, chez les ouvriers, de sentiments de colère et la volonté de se défendre.

Quand dans cette situation, l'inquiétude, la colère et la volonté de se battre atteignent, chez les ouvriers, un niveau qui lui fasse légitimement redouter des explosions de colère massives, il est de la première nécessité, pour elle, d'accentuer encore l'intensité et la permanence de ces campagnes, et de préparer au mieux les moyens matériels de les combattre.

Par ces campagnes incessantes, la bourgeoisie et son Etat cherchent d'abord à dévier l'attention des ouvriers sur des faux problèmes, à les détourner de leurs préoccupations de classe actuelles : le bruit assourdissant qu'ils font sur les attentats et l'insécurité, au cours de ce mois d'été, est là pour essayer de couvrir, de mettre au second plan les annonces en rafale et la mise en place par le gouvernement d'attaques anti-ouvrières sans précédent (cf. éditorial dans ce journal).

Par ces campagnes incessantes, en cherchant à créer et à entretenir une psychose du terrorisme, de la délinquance ou de la drogue et en déployant de façon permanente et massive les forces de répression, ils cherchent à créer des sentiments de peur et d'impuissance, espérant par là dissuader les ouvriers de se battre pour défendre leurs conditions de vie.

Par ces campagnes incessantes, ils justifient surtout le renforcement de leur appareil de répression contre la classe ouvrière.

Le budget du ministère de l'Intérieur est l'un des rares budgets qui ne cesse d'augmenter malgré l'approfondissement de la crise. Les effectifs de police, que les gouvernements précédents, socialistes, avaient déjà largement augmentés, continuent de croître, notamment dans les grandes villes. A la veille même de l'attentat contre la BRB, Chirac annonçait leur augmentation de 10% pour Paris.

Les ouvriers des grands centres industriels qui reçoivent aujourd'hui de plein fouet les mesures massives d'austérité et de chômage et qui se préparent à entrer de plus en plus massivement en lutte pour défendre leurs conditions d'existence, doivent savoir à quoi s'en tenir. A travers ces campagnes, c'est son arsenal anti-ouvrier que la bourgeoisie renforce.

J.E.

Lisez la revue Internationale n°46

- OU EN EST LA LUTTE DE CLASSE? de la dispersion à l'unification.
- OU EN EST LA CRISE ECONOMIQUE? L'Europe en première ligne
- discussion internationale : LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES DANS LES PAYS DE LA PERIPHERIE (polémique avec le BIPR).
- "PROPOSITION INTERNATIONALE aux partisans de la révolution mondiale" (Argentine, Uruguay) et notre réponse.
- LA GAUCHE HOLLANDAISE (2ème partie).



REUNIONS PUBLIQUES

Le thème des réunions publiques suivantes est encore indéterminé à cette date. Pour septembre, il sera annoncé dans le n° 148

BORDEAUX :
Réunion publique le 13.9 à 17h, au café Victor-Hugo 52 rue Victor-Hugo.

MARSEILLE :
Réunion publique le 19.9 à 20h, au 205 rue Ste-Cécile.
Permanence le 10.9 de 19h à 20h, à "l'Artistic Bar", 4 cours Joseph-Thierry, 13001 Marseille

NANTES :
Réunions publiques les 30.8 et 20.09 à 17h, au 14 rue du Château (quartier Decré). Après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche au premier palier.
Permanences :
- le 20.08 à 20h30 au "Bar de l'Hôtel de Ville", face à la mairie de Chantenay (Nantes)
- le 5.09 à 20h30, même adresse que la RP Diffusions au marché de la Petite Hollande, les 23.08 et 6.09 de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Réunion publique le 13.09 à 17h, au 27 avenue de Choisy, 13e, métro : Porte-de-Choisy
Permanences :
Le 9.8 à 17h, au bar "La Bonne-Bière", au coin des rues du Faubourg-du-Temple et de la Fontaine-au-Roi (75011) métro République.
Le 30.8, à 17h, à la même adresse que la RP.

TOULOUSE :
Réunion publique le 22.8, à 21h, rendez-vous devant l'entrée de la Cafétéria du Géant Casino, au Pont-des-Demoiselles.
Pas de permanence en août.

Vente de la presse les 2e et 4e dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc, et le deuxième dimanche du mois de 11h à 12h30, au marché aux puces, place St.-Sernin.

TOURS :
Réunion publique le 13.09 à 17h, à la "Maison pour tous", rue La Dauzillière, arrêt Dauzillière, JOUELES-TOURS.

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

ACTION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM
PO BOX 20193 London Terrace Station,
NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI. BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (10F + 3F de frais d'envoi)
- NATION OU CLASSE (idem)
- PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)
- PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)
- ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)
- SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)
- LA DECADENCE DU CAPITALISME (10F + 6F de frais d'envoi)
- L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (20F + 6F de frais d'envoi)
- LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE (30F + 12F de frais d'envoi)

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)
FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION : 150F
Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE : 4ns)
FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F
Abonnement couplé (JOURNAL = REVUE)
FRANCE : 150F ETRANGER : 150F PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP
Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu, 75020
Directeur de publication : D. Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

Souscription permanente a la presse

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS.
NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION. NOS LECTEURS QUI LE DESIRENT, POUR UNE SOUSCRIPTION MINIMUM DE 80 f RECEVRONT 10 NUMEROS DE RI. LA PREMIERE SOUSCRIPTION PORTE SUR LES N° 6 ET 7 DE RI ANCIENNE SERIE ET SUR LES NUMEROS 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 ET 10 DE LA NOUVELLE SERIE.

SOUSCRIPTION PERMANENTE :

P.H. (Le Havre) :	135 f.
MML (Paris).....	100 f.
CRI.....	2020 f.
total :	2255 f.
Total général :	11645 f.

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.
C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entrepris par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.
Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ACCELERATION DE LA LUTTE DE CLASSE EN EUROPE ET EN FRANCE ET IMPLICATIONS POUR LES REVOLUTIONNAIRES

Au cours de cet été 86, la section en France du Courant Communiste International, a tenu son 7ème Congrès. Réunis en assemblée générale souveraine, ses militants ont cherché à répondre aux questions suivantes : à quelle réalité économique et politique la classe ouvrière en général, en Europe et en France en particulier, va-t-elle être confrontée au cours des deux prochaines années ? Quel niveau de riposte aux attaques économiques et politiques de la bourgeoisie va-t-elle devoir et pouvoir opposer ? A quelles conditions les groupes révolutionnaires, le CCI en France en particulier, vont-ils pouvoir assumer leur fonction d'avant-garde politique dans le développement de la lutte et de la conscience ouvrières, au cours des semaines et des mois à venir ?

Soient comme on le voit ici, trois questions qui, au-delà du CCI et de RI eux-mêmes, concernent l'ensemble des ouvriers et des groupes révolutionnaires, ce qui justifie pleinement que nous rendions compte - comme cela s'est toujours fait dans le mouvement ouvrier - de la tenue des travaux de ce Congrès.

A QUELLE REALITE ECONOMIQUE ET POLITIQUE LA CLASSE OUVRIERE VA-T-ELLE ETRE CONFRONTEE AU COURS DES DEUX PROCHAINES ANNEES ?
QUELLE RIPOSTE VA-T-ELLE DEVOIR ET POUVOIR OPPOSER A LA BOURGEOISIE ?

■ Poser ces deux questions, en cet été 86, c'était, avant toute autre chose pour les militants du CCI, poser et répondre à cette autre question : le mouvement de grèves et de manifestations mobilisant des centaines de milliers d'ouvriers-actifs et chômeurs, du secteur public et du secteur privé - au cours du mois de mai et de juin en Belgique contre les attaques économiques massives et frontales de la bourgeoisie qui, par sa force, sa volonté d'unité a contraint - malgré les manoeuvres de divisions renforcées des syndicats et des partis de gauche dans l'opposition - le gouvernement Martens VI à ajourner une grande partie de ses mesures anti-ouvrières, est-il l'EXCEPTION QUI CONFIRME LA REGLE DE LA PASSIVITE, DU MANQUE DE COMBATTIVITE DE LA CLASSE OUVRIERE, dont la propagande bourgeoise ne cesse de nous rebattre les oreilles et qui trouve un écho certain auprès de la plupart des groupes révolutionnaires ?

- ou bien ce mouvement de classe - incontestablement le plus important enregistré en Europe occidentale depuis le surgissement de la grève de masse de juillet-août 80 en Pologne -, vient-il confirmer les analyses générales défendues par le CCI, sur trois points centraux :

● sur le fait que nous continuons à nous trouver, malgré la poursuite et l'accélération propre aux années 80 (cf. Rint n°36) des tensions inter-impérialistes, dans une dynamique historique vers les affrontements de classe généralisés dont l'issue seule décidera du sort de l'humanité : ou révolution communiste mondiale, ou guerre mondiale généralisée.

● sur le fait que nous continuons à nous trouver, dans cette dynamique historique générale, au sein de "la troisième vague de lutte de classe depuis le ressurgissement sur la scène de l'histoire du prolétariat en 68", identifiée par le CCI dès l'automne 83 à partir des mouvements massifs et spontanés dans la fonction publique en Belgique.

● sur le fait que nous entrons dans une nouvelle étape du développement de cette troisième vague de lutte de classe dont le CCI annonçait, début 84, que ses manifestations dépasseraient en ampleur et en profondeur celles des deux vagues précédentes (celle de 68-74, celle de 78-80), constituant de ce fait, pour la classe ouvrière, des jalons essentiels pour aborder dans les meilleures conditions possibles les affrontements décisifs ultérieurs.

Répondre à cette question, pour les militants de RI qui, au cours des semaines précédentes avaient suivi de près les événements se déroulant en Belgique et participé activement à l'intervention du CCI dans ce mouvement, ne présentait pas de difficulté majeure. D'autant moins que lors du Congrès du CCI en 85, c'est à une très large majorité qu'ils avaient adhéré aux analyses et perspectives dégagées par ce Congrès sur l'évolution prévisible de la situation générale et de la lutte de classe (cf. Résolution publiée dans la Rint 45), analyses qui réaffirmaient notamment : "Du fait de l'énorme mécontentement qui se développe dans la classe ouvrière et qui ne pourra que s'accroître avec le nouveau déferlement des attaques capitalistes qui accompagneront nécessairement la récession qui s'annonce, du fait du potentiel considérable de combativité qui s'accumule en profondeur et dont on a pu deviner la force encore dernièrement avec la grève des chemins de fer en France, du fait que l'extension des luttes est ressentie comme un besoin impérieux par des masses croissantes d'ouvriers, toute manifestation de réelle combativité ouvrière, toute tentative décidée d'extension des luttes, est et sera de plus en plus grosse de surgissement de classe de très grande ampleur...".

Aussi, est-ce à l'unanimité, sans réserve ni restriction aucune, que le Congrès de RI à l'issue de discussions visant à préciser les fondements de

l'accélération et de l'amplification de la lutte de classe, a adopté une résolution sur la situation internationale, conçue comme complément de la résolution du dernier Congrès du CCI, affirmant clairement le caractère "non exceptionnel", "non spécifique" des événements de mai et juin en Belgique.

VERS DES RIPOSTES OUVRIERES PLUS MASSIVES ET PLUS UNITAIRES PARTOUT EN EUROPE

Cette résolution qui paraîtra in extenso dans le n°47 de la Revue Internationale en septembre, affirme en effet, en l'argumentant, notamment ce qui suit :

"... De même que la grève du secteur public en Belgique en 83 annonçait l'entrée de la classe ouvrière mondiale et tout particulièrement d'Europe occidentale dans une première phase de la troisième vague de lutte, celle qui fut marquée par des luttes massives et d'une très grande simultanéité internationale, les récentes grèves dans ce même pays annoncent l'entrée de la classe ouvrière dans une troisième phase de cette vague, celle qui après la deuxième phase, marquée par la dispersion des luttes, va manifester des tendances de plus en plus nettes vers l'unification de celles-ci.

Le fait que dans les deux cas (en 83, en 86) ce soit la classe ouvrière du même pays qui s'est trouvée aux avant-postes n'est pas sans signification.

En effet, malgré la petite taille de ce pays, la situation de la Belgique constitue un résumé des caractéristiques fondamentales de l'ensemble des pays d'Europe occidentale :

- situation catastrophique d'une économie nationale développée, par ailleurs extrêmement dépendante du marché mondial (70% de la production de ce pays est exportée) ;
- taux très élevé du chômage ;
- très forte concentration industrielle sur une place réduite ;
- ancienneté tant de la bourgeoisie que du prolétariat ;
- vieille et forte expérience pour les deux classes de leur affrontement ;

De ce fait, les combats qui viennent de se dérouler dans ce pays ne sauraient être considérés comme des feux de paille, un événement non significatif à l'échelle européenne et mondiale. Au contraire, ils ne font qu'augurer ce qui attend les autres pays d'Europe occidentale, et plus généralement les principaux pays avancés, dans la période qui vient. Et cela, notamment du point de vue de leurs principales caractéristiques dont la plupart avaient déjà été identifiées dès le début de la 3ème vague de luttes :

- 1- tendance à des mouvements de grande ampleur impliquant un nombre élevé d'ouvriers, touchant des secteurs entiers ou plusieurs secteurs simultanément dans un même pays, posant ainsi les bases de l'extension géographique des luttes ;
- 2- tendance au surgissement de mouvements spontanés manifestant, en particulier à leur début, un certain débordement des syndicats ;
- 3- développement progressif au sein de l'ensemble du prolétariat de sa confiance en soi, de la conscience de sa force, de sa capacité de s'opposer comme classe aux attaques capitalistes (Résolution du 6e Congrès du CCI, point 10 - Rint 45)
- 4- Recherche de la solidarité active et de l'unification par-delà les usines, les catégories et les régions, notamment sous forme de manifestations de rue et en particulier de délégations massives d'un centre ouvrier à l'autre, mouvement qui se fera en confrontation croissante avec tous les obstacles placés par le syndicalisme et au cours duquel "s'imposera de plus en plus aux ouvriers des grandes métropoles capitalistes, notamment ceux d'Europe occidentale, la nécessité de l'auto-organisation de leur combat". (Ibid, point 13)

LA FIN DES ATTAQUES DISPERSEES

En effet, "... ce que traduit principalement le mouvement des ouvriers de Belgique, c'est l'étroussure des limites de la politique bourgeoise qui avait permis en 1985, non une extinction des manifestations de combativité, mais une dispersion de ces manifestations en une série de luttes isolées, menées par un nombre bien plus limité d'ouvriers que dans la première phase (83-84) de cette 3ème vague de luttes.

Cette politique de dispersion des luttes, la bourgeoisie l'avait basée essentiellement sur une dispersion des attaques économiques elles-mêmes, sur une planification et un étallement dans le temps et l'espace de celles-ci. Cela lui était permis par la petite marge de manoeuvre que lui laissaient les retombées de la "reprise" américaine de 83-84, ce qui d'emblée posait les limites objectives de cette politique du fait même que, pour l'économie capitaliste, ce répit ne pouvait être que de courte durée. De plus, cette politique contenait toute une série d'autres limites :

- dans la mesure où, dans les pays les plus avancés, une part non négligeable du prix de la force de travail est versée sous forme de prestations sociales de toutes sortes (sécurité sociale, allocac-

tions familiales, etc.), toute réduction de cette part du salaire ne peut se faire que de façon globale, au détriment de tous les ouvriers et non au détriment de ceux de tel ou tel secteur ;

- du fait que, dans ces mêmes pays, une énorme proportion (souvent la majorité) des ouvriers dépende d'un "patron" unique, l'Etat, soit parce qu'ils travaillent dans le secteur public, soit parce que sans emploi, ils ne survivent que de ses subsides, le champ d'application de cette politique se limite essentiellement à un secteur particulier de la classe, celui qui travaille dans le secteur privé (ce qui explique en grande partie tous les efforts de beaucoup de gouvernements en vue de "re-privatiser" le plus possible l'économie).

Ce qui vient de se passer en Belgique confirme que l'ensemble de ces limites commence d'être atteint, que c'est de façon de plus en plus massive et surtout frontale que la bourgeoisie est obligée de porter ses attaques, que la tendance générale des luttes n'est plus au maintien dans la dispersion mais au dépassement de cette dispersion. C'est particulièrement clair lorsqu'on constate que les mesures qui ont provoqué cette formidable réponse de la classe :

- sont dictées à la bourgeoisie par l'absence presque totale de marge de manoeuvre économique, par l'urgence "d'assainir" et d'adapter l'économie du pays notamment face à la perspective de l'intensification sans précédent de la guerre commerciale que va provoquer la récession qui vient, urgence qui ne lui permet plus d'étaler ou reporter ses attaques ;

- concernent tous les secteurs de la classe ouvrière (privé, public et chômeurs) et mettent en cause toutes les composantes du salaire (salaire nominal et salaire "social"). C'est encore plus clair lorsqu'on voit pratiquement tous les secteurs de la classe ouvrière participer massivement au mouvement, non seulement d'une simple façon simultanée, mais avec des tentatives de plus en plus déterminées de rechercher la solidarité et l'unification des luttes d'un secteur à l'autre(...)

CONTRE L'UNIFICATION DES LUTTES, LES SYNDICATS ET LES PARTIS DE GAUCHE DANS L'OPPOSITION AU PREMIER RANG

Si le début de la "3ème vague" de luttes correspondait déjà à une certaine usure de la carte de la gauche dans l'opposition après que cette carte, jouée à partir de 78-79, a été grandement responsable de l'épuisement prématuré de la 2ème vague et du désarroi qui accompagne la défaite de Pologne de 1981, la période pendant laquelle la bourgeoisie a été capable de mener sa politique de dispersion des attaques a permis à celle-ci, dans la plupart des pays, de s'épargner un emploi trop voyant de ses forces de gauche et de ses syndicats. En effet, durant cette période, ce sont les secteurs de droite et le patronat privé qui se sont trouvés aux avant-postes dans la mise en oeuvre de la stratégie de division des luttes ouvrières dans la mesure où celle-ci se basait avant tout, non sur les manoeuvres de la gauche, mais sur la façon dont les attaques directes étaient elles-mêmes conduites, les syndicats ne faisant qu'accentuer le caractère dispersé des luttes découlant de la forme même des attaques auxquelles ces luttes ripostaient.

Mais dès lors que, par l'épuisement de sa marge de manoeuvre économique, la bourgeoisie est contrainte de renoncer à la dispersion des attaques, qu'elle est obligée de les mener de façon frontale, elle ne dispose plus pour poursuivre sa politique de division des ouvriers (politique qu'elle maintiendra jusqu'à la révolution) que de la gauche et des syndicats, lesquels sont beaucoup plus ouvertement mis à contribution et sont amenés, de ce fait, à dévouer bien plus leur véritable fonction. La multitude de manoeuvres entreprises par les syndicats lors des récentes luttes en Belgique (notamment le saucissonnage des journées d'action par secteur) en vue de casser en morceaux la riposte ouvrière aux mesures gouvernementales, la prise de conscience constatée chez les ouvriers du rôle de diviseurs joué par les syndicats, constituent une première concrétisation probante de cette tendance générale à l'accentuation du discrédit de la gauche et des syndicats qui est propre à la phase actuelle du développement des combats de classe(...)

Les luttes en Belgique apportent enfin une autre confirmation de ce que les révolutionnaires ont mis en évidence depuis le surgissement historique du prolétariat à la fin des années 60 et plus particulièrement avec l'accélération considérable de l'histoire qui marque les années 80 : du fait que la crise laisse de moins en moins de répit à la bourgeoisie et que celle-ci est amenée à en laisser de moins en moins à la classe ouvrière, cette dernière est conduite, au cours d'une même génération, à accumuler les expériences de lutte contre le capital et "cette accumulation d'expériences de lutte du prolétariat, comme la proximité de plus en plus grande entre chacune d'elles, constitue un élément essentiel de prise de conscience par l'en-

(suite p.5)

(suite de la p.4)

semble de la classe (des conditions) et des véritables enjeux de son combat" (Résolution du 6^e Congrès du CCI - point 15)

Ainsi il est clair qu'en Belgique, les ouvriers ont été capables de donner une telle ampleur à leurs combats du printemps 86 parce qu'ils avaient tiré et conservé de nombreux enseignements des luttes menées moins de 3 ans auparavant. C'est là un phénomène qui tendra à se généraliser et s'intensifier dans tous les pays centraux du capitalisme, ce qui donne la mesure des potentialités de lutte considérables, d'une ampleur inconnue jusqu'à présent, qui existent dans ces pays et que ne doivent pas sous-estimer les révolutionnaires. Et cela d'autant plus que, contrairement à ce qui s'était déroulé dans le passé où la récession de 74-75 avait frappé une classe ouvrière en recul momentané, ou celle de 81-82, intervenue alors que le prolétariat subissait encore le poids de la défaite de 81 en Pologne, la récession qui s'annonce va rencontrer et favoriser des luttes ouvrières en plein essor.

Toutefois, il serait faux et dangereux de s'imaginer que, d'ores et déjà, est ouvert un chemin rectiligne vers la période révolutionnaire. La classe ouvrière est encore loin d'une telle période. Pour y parvenir elle doit opérer en son sein toute une transformation qui fera de la classe exploitée qu'elle est au sein du capitalisme -et à travers ses luttes comme classe exploitée- la classe révolutionnaire capable de prendre en charge l'avenir de l'humanité. C'est dire toute la dimension et la difficulté du chemin qui lui reste à parcourir, notamment pour se défaire de toute la pression de l'idéologie dominante qui pèse sur elle et tout particulièrement pour venir à bout des multiples mystifications et pièges que la bourgeoisie, sa gauche et ses syndicats, opposent et continueront d'opposer à ses luttes et à sa prise de conscience" (fin de citation)

FRANCE : UN ATOUT PARTICULIER POUR CHERCHER ACTIVEMENT, REUSSIR A UNIFIER LES LUTTES

Après avoir mis en évidence les principales lignes de forces de l'évolution de la situation internationale, et plus particulièrement de l'actualité de l'accélération de la lutte de classe partout en Europe occidentale et donc en France, le Congrès de RI se devait encore de chercher à cerner dans quelles conditions particulières cette accélération de la confrontation entre les classes tendrait à se concrétiser en France au cours des deux prochaines années. Tout particulièrement en tenant compte de la spécificité majeure ayant marqué l'évolution de la situation dans ce pays du cœur de l'Europe, au cours de la première moitié des années 80 : la présence au gouvernement des principaux partis de gauche de la bourgeoisie, celle du PC et du PS soutenus par tous les syndicats de mai 81 à l'été 84, celle du PS soutenu par la CFTD jusqu'en mars de l'année en cours.

Aussi, tout naturellement, la première question qui fut réexaminée par les militants du CCI cinq ans après qu'a surgi l'événement-"arrivée de la gauche au gouvernement en France", quelques semaines après que la bourgeoisie française a mis la dernière main au renvoi de ces fractions dans l'opposition (cf RI n^{os} 143, 144), est la suivante :

La présence de la gauche au gouvernement en France a-t-elle constitué un atout particulier pour permettre à la bourgeoisie de faire face plus efficacement qu'ailleurs aux exigences économiques, sociales de la période, comme certains militants du CCI avaient pu croire légitime de le penser en 81, et comme continuent à le soutenir la plupart des autres groupes révolutionnaires militant en France ? (cf, notamment polémique avec "Le Prolétaire" dans RI n^o 146)

Or bien, comme le défendait majoritairement le CCI dès 81, cette présence a-t-elle constitué un handicap dont la bourgeoisie en France a dû payer et continuera de payer à l'avenir les conséquences ?

La lecture de la résolution sur la situation en France - publiée ci-contre - adoptée à l'issue des débats, à l'unanimité, témoigne clairement de la réponse apportée par les militants de RI à cette question. Le passage de cette résolution qui souligne le fait que la désillusion et la défiance particulièrement massives et profondes existant dans la classe ouvrière - en grande partie du fait de ce passage de la gauche au gouvernement en France ces cinq dernières années - va se révéler un atout important pour la classe ouvrière dans ses prochains combats, est tout particulièrement explicite à cet égard.

LES IMPLICATIONS POUR L'ACTIVITE DES REVOLUTIONNAIRES

Faire une analyse sur les conditions de l'évolution de la lutte de classe, si juste qu'elle puisse être et se vérifier par la suite, est une nécessité vitale pour les révolutionnaires, dont Marx soulignait dans "Le Manifeste Communiste" en 1847, que ces derniers devaient pouvoir prétendre - au sein de la classe ouvrière - "sur le plan de la théorie, à une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien". Mais une telle analyse ne se suffit pas en elle-même. Elle n'a de sens que pour autant qu'elle permette aux révolutionnaires de cerner dans quel sens doit évoluer leur participation au combat historique de la classe qui les a fait surgir, quelle place, quelle intensité, quelle forme, quel contenu doit tendre à posséder leur interven-

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN FRANCE

1) L'aggravation très forte de la crise du capitalisme, l'entrée dans une nouvelle récession à l'échelle mondiale, et tout particulièrement en Europe occidentale, va placer la bourgeoisie française au même titre que celle des autres pays de ce continent, devant la nécessité d'attaquer beaucoup plus brutalement, massivement et frontalement que dans les deux années écoulées, les conditions de vie du prolétariat. Ce qui va se traduire par une nouvelle explosion du chômage, une baisse du salaire nominal et "social", par une accentuation considérable de la tendance vers la paupérisation absolue de la classe ouvrière.

Ce qui va déterminer essentiellement l'ampleur de cette attaque, en France comme dans les autres pays d'Europe occidentale, ce sont les nécessités de la guerre économique qui, beaucoup plus brutalement que par le passé, va opposer ces pays entre eux et surtout va les confronter à la très grande compétitivité commerciale du Japon et particulièrement à la suprématie économique des USA, le leader et maître du bloc occidental. En effet, si l'aggravation des antagonismes impérialistes résultant de l'effondrement de l'économie capitaliste oblige l'ensemble des pays du bloc occidental à resserrer les rangs autour de la puissance dominante (et la bourgeoisie française, derrière des "divergences" de façade, permettant un partage des tâches diplomatiques comme on le voit aujourd'hui à l'égard de l'Iran, n'échappe nullement à la règle, loin de là), les rivalités commerciales entre ces pays ne peuvent, pour leur part, que s'aiguiser avec la contraction croissante du marché mondial. Face à cette intensification de la concurrence qui affecte particulièrement les pays européens, du fait de leur très forte dépendance du marché mondial, il n'y a pas d'autre choix pour chaque capital national, sous peine de connaître un effondrement de ses débouchés que de :

- "moderniser son appareil productif, ce qui signifie des licenciements massifs dans les secteurs les moins compétitifs;

- réduire le prix de revient de ses marchandises et partant, d'intensifier les cadences de travail et d'attaquer brutalement les salaires réels.

Et plus un capital national se trouve en position défavorable face à ses concurrents et plus élevé est le niveau de ses attaques nécessaires.

2) C'est dans une telle position défavorable que se trouve le capital français à l'heure actuelle.

A côté des faiblesses générales de l'ensemble des pays d'Europe, face à leurs concurrents japonais et américains, la France :

- continue de subir le poids d'un certain nombre de faiblesses structurelles, résultat notamment du

tion, dans la période analysée, afin de pouvoir influencer au mieux des intérêts généraux du prolétariat, le cours des événements.

Aussi, le 7^e Congrès de RI, comme tous les Congrès du CCI et du mouvement communiste, a-t-il consacré une partie importante de ses travaux à dégager les implications de l'accélération de la lutte de classe en Europe et en France, pour l'activité de RI, dans le CCI.

La question centrale qui s'est trouvée débattue sous différents angles, à cette étape du Congrès, a été la suivante :

● l'orientation d'activité adoptée par RI et plus généralement par le CCI lors du précédent Congrès en France, orientation "vers une intervention accrue, directement partie prenante des luttes ouvrières pour la défense des intérêts immédiats de classe", faisant des propositions concrètes de marche en avant au mouvement, en fonction des situations et des potentialités contenues dans ces situations", était-elle valable ?

Devait-elle être abandonnée ? Amendée fortement, compte tenu que sa mise en pratique a donné lieu à un certain nombre d'erreurs ponctuelles ici ou là, ou bien poursuivie, développée, approfondie, systématisée ?

Si au 6^e Congrès l'adoption d'une telle orientation, en lien avec la reconnaissance de la réalité et l'importance historique de la 3^e vague de la lutte de classe internationale, en référence aux conceptions de base du CCI sur la fonction des révolutionnaires (cf. plateforme du CCI; brochure "Organisations communistes et conscience de classe"), en lien avec les débats sur la nécessité pour le CCI de lutter contre les glissements centristes vis-à-vis du conseillisme en son sein (et plus généralement contre l'idéologie conseilliste dans le milieu politique prolétarien) avait pu s'accompagner chez certains militants de doutes, de craintes qu'une telle orientation soit synonyme pour l'organisation d'"activisme", de "concession au trotskysme", le 7^e Congrès affirmait sans crainte cette fois, ceci: "Cette orientation était valable ; elle doit être poursuivie, développée, adaptée ; c'est la seule orientation aujourd'hui qui puisse permettre, sinon garantir, que RI et le CCI soient à la hauteur des combats de classe à venir."

Et ceci même si inévitablement, compte tenu de leur manque d'expérience dans le domaine de l'intervention directe dans les luttes immédiates, RI et le CCI commettront des erreurs que seule l'expérience acquise, la pratique, leur permettront de ne pas renouveler.

Dans ce sens et comme conclusion à ses travaux, le Congrès devait souligner que moins que jamais, dans la période présente, pour un groupe révolu-

tionnaire, il n'était possible de mener une activité militante réellement conséquente et positive dans le prolétariat :

- en ignorant, sous-estimant la réalité et l'importance de la 3^e vague de la lutte de classe ;

- ou en reconnaissant d'un côté la réalité et l'importance de cette vague, mais en se refusant, de l'autre, à y intervenir activement ;

- ou en affirmant d'un côté qu'une classe ouvrière qui ne se défend pas quotidiennement n'est pas apte à avoir des ambitions plus grandes, et de l'autre, en méprisant ses luttes immédiates ;

- ou en affirmant que la classe ouvrière peut et doit mener des luttes immédiates, mais en soutenant que ces luttes ne peuvent plus faire reculer la bourgeoisie ;

- en affirmant d'un côté le besoin pour les ouvriers de se regrouper, de discuter ensemble, tout en se refusant, de l'autre, à discuter, polémiquer, travailler, au regroupement dans le milieu révolutionnaire.

Soient autant d'idées, de faiblesses constatées dans RI, dans le CCI et dans le milieu politique prolétarien qu'il s'agit de continuer à combattre.

En effet, alors que dans les principaux pays d'Europe occidentale, la bourgeoisie, à partir de la fin des années 70, s'était dotée avec la mise dans l'opposition de ses forces de gauche, du dispositif politique le plus adapté à l'intensification des attaques anti-ouvrières requises par l'aggravation de la situation, la bourgeoisie française s'est retrouvée, suite à l'accident électoral de mai 81, dans une situation de faiblesse politique face aux exigences dictées par l'aggravation de la crise. Et cette faiblesse s'est traduite notamment par le fait que la gauche, qui venait de faire des promesses électorales mirifiques, a été contrainte momentanément de limiter le niveau des attaques anti-ouvrières au moment même où la très forte récession de 81-82 imposait au contraire une intensification considérable de celles-ci. De ce fait, la bourgeoisie française a accumulé un retard très important, retard qu'elle a commencé à combler à partir de 82, mais avec des mesures qui, si elles étaient tout à fait comparables à celles prises dans les autres pays d'Europe occidentale dès 80-81 et si elles représentaient l'attaque la plus forte contre la classe ouvrière en France depuis la guerre, étaient encore en deçà des exigences posées par la situation du capital français face à ses concurrents. Avec une position commerciale qui ne cesse de se dégrader, des déficits astronomiques notamment dans les entreprises publiques (Renault, sidérurgie), un endettement extérieur plus que doublé depuis 81. et dans un contexte international de très forte dégradation économique - la bourgeoisie française est contrainte de porter ses attaques à un niveau sans précédent.

3) Si elle s'exprime déjà clairement au plan économique, l'accentuation de la faiblesse du capital français, du fait de l'arrivée malencontreuse (pour lui) de la gauche au gouvernement, est encore bien plus considérable sur le plan politique. Les attaques que le capital a dû mener pendant cinq ans se sont traduites par une déconsidération, une perte d'illusions et une méfiance accrue dans la classe ouvrière vis-à-vis des fractions de gauche de la bourgeoisie, partis et syndicats, directement chargés de prendre et de permettre l'application des mesures anti-ouvrières. Ce phénomène, qui est général à l'ensemble de la classe ouvrière, en Europe en particulier, a connu de ce fait en France un développement plus rapide et plus profond.


(suite p.6)

L.L.

* RInt : lire Revue Internationale.

Courant Communiste International

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



BROCHURE N°3 AOÛT 79 4 Ff 35 Fb

ACCELERATION DE LA LUTTE DE CLASSE EN EUROPE ET EN FRANCE

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN FRANCE (SUITE)

L'affaiblissement historique et les dangers immédiats que représentaient pour la bourgeoisie une telle situation, quant à sa capacité à garder le contrôle de la classe ouvrière face au mécontentement qui s'accumulait dans ses rangs, l'ont poussée à déployer des efforts importants pour :

- d'une part, oeuvrer au rétablissement en France d'une situation où la répartition de ses forces politiques soit plus en adéquation avec les besoins des années 80. Ces efforts se sont concrétisés par le dégageant du PCF de toute responsabilité gouvernementale à la mi-84 -dispensant sa centrale syndicale, la CGT, de tout appui au gouvernement-, et par le retour dans l'opposition, aux élections de 86, de tous les partis de gauche et syndicats;

- d'autre part, mettre en oeuvre, plus rapidement et fermement qu'ailleurs, l'ensemble des pièges et manœuvres auxquels elle a dû recourir pour contenir la riposte prolétarienne dans tous les pays d'Europe occidentale. C'est ainsi qu'elle s'est attachée plus tôt et plus fortement qu'ailleurs, à jouer sur le répit momentané laissé par la mini-reprise US (et au prix d'un endettement considérable à l'échelle internationale) pour mener ses attaques massives en les découpant, les étalant et dans le temps et dans l'espace afin de permettre aux manœuvres plus directement politiques de se déployer avec efficacité. Ces manœuvres ont visé essentiellement, depuis la sortie du PCF du gouvernement -à travers un partage du travail du type droite/gauche, en permanence et de façon centrale- à immobiliser la classe ouvrière, à l'empêcher de se regrouper, d'entrer en action, en exploitant à fond et à son avantage la défiance croissante des ouvriers à l'égard de la gauche et des syndicats.

4) Face à l'attaque de ses conditions de vie, la classe ouvrière, notamment dans les pays d'Europe occidentale, a répondu à partir de 83 par des luttes massives, de plus en plus simultanées montrant des tendances croissantes à démarrer hors du cadre syndical, et à la recherche de l'extension, mais que la bourgeoisie a cependant réussi à maintenir dispersées dans la deuxième moitié de l'année 85.

En France, la classe ouvrière a démontré qu'elle se situait depuis l'automne 83 dans la dynamique de reprise générale de la lutte de classe, en réponse au renforcement de l'attaque de ses conditions d'existence. Bien que fondamentalement, ses luttes aient présenté les mêmes caractéristiques que celles du prolétariat des autres pays d'Europe occidentale, elles ont cependant présenté une fréquence, une simultanéité, une massivité moins marquées, notamment depuis la sortie du PCF du gouvernement.

Alors que dans la plupart des autres pays, la classe ouvrière s'était trouvée confrontée essentiellement à la difficulté d'étendre et d'unifier des luttes qu'elle était parvenue à développer, le principal problème auquel s'était heurtée la classe ouvrière en France était celui de sa mobilisation dans la lutte, du regroupement de ses forces pour l'action, du fait :

- du débousolement dans ses rangs, occasionné par une perte d'illusions brutale vis-à-vis de la gauche et des syndicats;

- et surtout de la stratégie bourgeoise d'immobilisation qui s'était largement appuyée sur cette défiance de la classe ouvrière envers ces forces d'encadrement capitalistes.

Cependant, cette difficulté de la classe ouvrière en France à entrer en lutte s'accompagnait, de façon plus importante encore que pour la classe ouvrière des autres pays d'Europe occidentale, d'une accumulation de mécontentement qui ne trouvait pas à s'exprimer, et surtout d'un phénomène de maturation accentuant cette défiance vis-à-vis de la gauche et

des syndicats.

Ainsi, ces deux dernières années, loin d'avoir amoindri les capacités de riposte de la classe ouvrière en France, ont au contraire augmenté des potentialités pour son développement, comme a pu en témoigner le surgissement de deux grèves significatives démarrant hors de toute consigne syndicale, à la SNCF et à la RATP, fin 85.

5) L'accélération présente de la lutte de classe dans tous les pays d'Europe occidentale, résultant de l'intensification de l'attaque des conditions de vie du prolétariat, est également -avec les mêmes caractéristiques générales- à l'ordre du jour en France.

Comme dans le reste de l'Europe occidentale, ce sont des luttes ouvrières plus nombreuses, plus massives, plus simultanées, plus frontales et démarrant plus souvent hors du cadre syndical qui vont se développer en France.

Comme dans les autres pays d'Europe occidentale, ces luttes vont surgir, se relayer, se dynamiser les unes par rapport aux autres et participer de mouvements de classe plus étendus et de plus longue durée.

Dans ces mouvements, la question de l'unité et de la solidarité ouvrière contre les attaques capitalistes va se poser de façon plus rapide et plus concrète, poussant la classe ouvrière, ouvriers actifs et au chômage, du secteur public et du secteur privé, à chercher à la résoudre :

- à travers l'envoi plus fréquent de délégations massives d'un lieu à un autre;

- à travers des regroupements plus nombreux, plus massifs, plus unitaires tendant de plus en plus à se développer dans la rue et à l'occuper;

- à travers des tentatives plus nombreuses et plus suivies de décider des actions à poursuivre, de leur coordination, de l'unification des revendications.

6) Le fait que la bourgeoisie en France aborde cette nouvelle phase de la troisième vague internationale de luttes ouvrières (après celles de 68-74 et 78-80) avec une redistribution de ses forces politiques (droite au pouvoir/gauche dans l'opposition) plus en adéquation avec les nécessités des années 80 -et en particulier de leur 2ème moitié- ne signifie nullement que les caractéristiques du développement de la lutte de classe en France soient totalement identiques à celles des autres pays d'Europe occidentale.

En effet, cette nouvelle donne dans la distribution des rôles politiques de la bourgeoisie en France n'est pas en mesure d'effacer la perte d'illusions, la méfiance et la défiance qui se sont développées dans la classe ouvrière vis-à-vis de la gauche et des syndicats.

Celles-ci vont peser, influencer sur le développement de la lutte de classe avec les conséquences suivantes :

- dans les mobilisations que va provoquer nécessairement l'intensification sans précédent des attaques capitalistes, le prolétariat va trouver dans cette perte d'illusions, cette méfiance et cette défiance, non plus un handicap au développement de ses luttes comme cela fut le cas lorsque la gauche et les syndicats étaient capables de mener leur politique de démobilisation, mais bien au contraire un atout important lui permettant d'affronter de façon bien plus claire et déterminée les pièges mis en avant par cette gauche et ces syndicats;

- face à cet affaiblissement, plus important que dans la plupart des autres pays d'Europe occidentale, de l'emprise de ses fractions de gauche sur le prolétariat, la bourgeoisie française va devoir déployer plus vite et plus fortement qu'ailleurs, tout l'éventail de ses manœuvres de division, en mobilisant et

utilisant plus systématiquement l'ensemble de ses forces pour contrer, affronter un prolétariat dont le potentiel de combativité n'a cessé de croître.

C'est sur la gauche dans l'opposition que va se poser de plus en plus complètement cette stratégie bourgeoise contre la classe ouvrière. Le développement de cette stratégie va se concrétiser à travers une radicalisation et un partage des tâches entre ses différentes composantes et plus particulièrement :

• Le PCF qui, malgré son affaiblissement électoral, reste la principale force politique de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. En effet, sa véritable force réside bien plus dans la très forte centralisation et efficacité de son appareil, son implantation dans les usines -notamment par l'intermédiaire de sa centrale syndicale la CGT- que dans son influence électorale;

• L'existence de plusieurs grandes centrales syndicales permettant à la bourgeoisie française de mettre en avant leurs rivalités réciproques afin de développer les manœuvres de division de la classe ouvrière;

• Le syndicalisme de base -dans lequel les fractions d'extrême gauche du capital vont trouver leur place- qui va tendre, en France comme dans les autres pays d'Europe occidentale, à se développer au sein même des luttes ouvrières.

Au cours des combats considérables qui se préparent en France,

- cette utilisation intensive par la bourgeoisie, à une échelle sans précédent dans ce pays mais aussi à un niveau très élevé par rapport aux autres pays occidentaux, des pièges les plus "radicaux" de la gauche dans l'opposition;

- la capacité du prolétariat de ce pays à se confronter de façon plus claire et déterminée à ces pièges, constitueront une expérience de premier plan pour la lutte de l'ensemble des ouvriers des autres pays.

7) L'accélération présente de la situation en France, en particulier sur le plan des affrontements de classe, exige une plus grande responsabilité des révolutionnaires en son sein dans la mesure où leur activité fait partie intégrante de la lutte du prolétariat et constitue, de ce fait, un facteur important dans l'établissement du rapport de force entre les classes.

Cette responsabilité qui incombe aux révolutionnaires dans une telle situation signifie qu'ils vont devoir mobiliser l'essentiel de leurs forces en vue d'une intervention plus conséquente tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Ainsi, cette intervention devra s'inscrire dans la dynamique présente de la classe ouvrière vers l'unification de ses combats en étant capable de répondre de façon plus rapide et plus concrète aux besoins de l'unité des luttes et de la solidarité active dans la riposte contre les attaques capitalistes. De plus, en se situant toujours du point de vue de la défense la plus concrète possible des nécessités du développement de la lutte, cette intervention devra chercher à armer la classe dans sa confrontation inévitable et permanente à la gauche dans l'opposition non seulement en dénonçant toutes ces manœuvres de sabotage des luttes, mais également en rappelant, chaque fois que nécessaire, la politique ouvertement anti-ouvrière qu'elle a menée au gouvernement. Consciente du caractère de plus en plus déterminant de l'intervention des révolutionnaires dans les combats de leur classe, la section en France du CCI devra mobiliser au maximum ses forces :

a) pour développer une telle intervention dans les luttes ouvrières,

- en appuyant, au sein de celles-ci, les revendications les plus unificatrices;

- en indiquant aux ouvriers la nécessité de sortir de l'usine, du secteur, de la corporation, de la région pour réaliser l'unité la plus large possible à travers l'envoi de délégations massives en direction des autres secteurs;

- en leur montrant que la rue constitue le terrain privilégié pour constituer cette unité;

b) pour renforcer son intervention envers le milieu politique prolétarien afin de le pousser à assumer ses responsabilités face aux enjeux de la situation présente.

R.I.

Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

• Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

• Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

• L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.